



**CCI FRANCE  
MADAGASCAR**

# L'ÉCO

## de la semaine

---

16 au 22 Mars 2024

# SOMMAIRE

Commerce intérieur : Priorité aux droits des consommateurs .....	2
7e édition du « Tsenaben’ny Fizahantany » : Une grande affluence de visiteurs .....	2
Transfert d’argent international: BNI Madagascar s’associe avec MoneyGram.....	3
Produits miniers :39 300 tonnes de nickel et de cobalt exportés en 2023.....	3
L’importation de riz affiche son plus bas niveau des quatre dernières années.....	4
Produits de première nécessité : Les prix de l’huile et de la farine se stabilisent.....	4
Agriculture durable : La technique Pfumvudza donne des résultats probants .....	5
Madagascar – Union européenne : La NDICI comme nouvel instrument financier .....	6
Préservation de l’environnement : les sites industriels de Star mobilisés.....	7
Pépinière industrielle: une quarantaine d’usines érigées en 2023.....	7
GLOBAL MONEY WEEK 2024 : Les enfants se familiarisent avec la monnaie.....	7
Aide au développement : Soutien japonais aux projets en cours.....	8
Recettes minières : L’état veut jouer la transparence .....	8
Agriculture : Des techniques nouvelles pour augmenter la production rizicole .....	9
Ressources marines : Participation de Madagascar à la réunion de l’ITP-MSP .....	9
Environnement : Les partenaires techniques et financiers .....	10
Agoa : Amoron’i Mania à la conquête du marché américain.....	10
Industries extractives: création d’un Data Center et évaluation de l’impact de l’EITI.....	11
Secteur privé : Francis Rabarijohn aux commandes du GEM .....	11
Coopération : Madagascar invité au sommet Corée du Sud-Afrique .....	12
Douanes : Le DGD Ernest Zafivanona Lainkana décroche le prix africain du leadership .....	12
Tourisme : 300 passagers italiens débarquent à Nosy-Be .....	13
Approvisionnement en carburant: les conducteurs de camions citernes en grève.....	14
Transport aérien : Madagascar Airlines réintègre l’IATA .....	14
Secteur privé : Hausse de 10% du salaire minimum .....	15
Riz pluvial : Lancement de la variété « Mavitrika » bio-fortifiée en zinc .....	15
L’environnement du marché de travail à Madagascar .....	16

## Commerce intérieur : Priorité aux droits des consommateurs

ITAMARA RANDRIAMAMOJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 MARS 2024

**Les outils technologiques prennent de plus en plus de place dans les sociétés actuelles. Une opportunité à saisir pour faire valoir les droits des consommateurs, qui sont souvent victimes de pratiques commerciales déloyales.**

Une lutte sans relâche. « Quand les droits des consommateurs ne sont pas respectés, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il y ait un développement », affirme Tiana Rabarison, présidente de l'association des Défenseurs des droits des consommateurs (Fimzompam), hier.



C'était à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la protection des consommateurs qui s'est tenue à Mahamasina. La méconnaissance des droits des consommateurs offre une ample marge de manœuvre aux opportunistes qui exploitent cette ignorance à leur avantage. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce accorde une importance primordiale à la lutte contre les pratiques commerciales déloyales. Edgard Razafindravahy, à la tête de ce département, affirme que la priorité est donnée aux consommateurs. « Au niveau du ministère, la prise en main des consommateurs est une tâche quotidienne pour qu'ils puissent bénéficier pleinement de leurs droits. Chaque jour, les prix des produits ainsi que leur qualité sont surveillés, et des mesures sont prises face aux profiteurs », souligne-t-il.

Les usagers ne seront alors plus pris au dépourvu en étant victimes de produits et de services de qualité médiocre.

### Préoccupations

Les responsables de l'association de défense des droits des consommateurs mènent également ce combat avec le ministère de tutelle. « Nous avons déjà œuvré avec le département de l'Industrialisation et du Commerce pour prévenir toute sorte de pratiques commerciales déloyales. Il s'agit de descentes dans les marchés, de lutte contre les produits périmés et bien d'autres », s'expriment-ils. Avec l'avancée du numérique, les enjeux sont également plus vastes. Faire valoir les droits des consommateurs figure parmi les préoccupations, tant du côté des défenseurs des droits des consommateurs que du ministère du Commerce. Les outils technologiques sont un excellent moyen pour faire connaître au grand public ses droits par rapport à la consommation. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette année, la thématique principale abordée a été « Une intelligence artificielle adaptée et responsable pour les clients ». Les clients sont au centre de toutes les transactions et interactions sociales au quotidien. Les usagers de biens et de services sont en première ligne dans l'ère du numérique, avec le développement depuis un certain temps du commerce en ligne ainsi que de l'utilisation de l'intelligence artificielle. Les législations encadrant cette pratique ont été abordées lors de cet atelier de célébration de la Journée internationale de la protection des consommateurs. La célébration de la Journée internationale de la protection des droits des consommateurs s'est tenue hier à l'hôtel Tometal Mahamasina. Avec la direction de la protection des consommateurs ainsi que toutes les parties prenantes ayant trait dans le domaine du numérique à Madagascar, cette célébration a été placée sous le thème de « L'intelligence artificielle ». Un outil qui pourrait être utile dans le domaine du commerce, mais qui demande toutefois une certaine éthique et une ligne de conduite bien déterminée dans son utilisation.

## 7e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany » : Une grande affluence de visiteurs

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 MARS 2024

**Le salon Bons Plans pour le Tourisme ou « Tsenaben'ny Fizahantany », dans sa 7e édition, est ouvert au grand public depuis hier, au jardin d'Antaninarenina.**

Il s'agit d'un événement co-organisé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et l'Office National du Tourisme de Madagascar en vue de promouvoir le tourisme national. Dans le cadre de ce salon, « de nouveaux circuits touristiques sont proposés aux touristes nationaux. Chaque région, comme Taolagnaro, Toliara et Antsiranana a ainsi présenté la spécificité de son nouveau site qui est à découvrir. Force est en effet de constater que le nombre de voyageurs nationaux qui choisissent les différentes destinations régionales a fortement augmenté depuis ces dernières années », a expliqué Tsitohaina Andriamanohera, le directeur général du Tourisme lors de l'ouverture officielle de cette 7e édition du salon « Tsenaben'ny Fizahantany »



hier au jardin d'Antaninarenina.

### Adaptées à toutes les bourses

Lors de cette première journée, une grande affluence de visiteurs a été observée d'autant plus que diverses

animations suivies de nombreux lots à gagner y sont organisées. Dans la même foulée, « Les exposants ont lancé des offres promotionnelles qui seront adaptées à toutes les bourses. D'autres participants n'ont pas augmenté le tarif de transport vers les destinations plus convoitées par les touristes nationaux. Ce n'est pas tout ! Des stands proposent des circuits touristiques qui sortent de l'ordinaire comme le tourisme villageois à Ambatondrazaka, la randonnée et le tourisme d'aventure ainsi que le tourisme nautique. Dans le cadre de ce circuit, les voyageurs nationaux

peuvent effectuer une pause sur le chemin en découvrant entre autres, une Aire Protégée. En tout, les opérateurs œuvrant dans le secteur du tourisme offrent des voyages qui répondent aux besoins des Malgaches », a fait savoir le directeur de Cabinet du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Pour les deux derniers jours, d'autres animations comme le concours culinaire avec le restaurant « Haka Fy » sont organisées au profit des visiteurs. Le dimanche, cet événement touristique sera animé par le groupe « Kala Vazo ».

## Transfert d'argent international: BNI Madagascar s'associe avec MoneyGram

ARH. | LES NOUVELLS | 16 MARS 2024

BNI Madagascar, leader du secteur bancaire avec 111 agences réparties dans les 23 régions du pays, a annoncé hier un partenariat stratégique avec MoneyGram, référence mondiale en matière de transfert d'argent. Ce partenariat représente une avancée majeure offrant aux Malgaches une solution simple et efficace pour recevoir de l'argent depuis l'étranger. D'après Fanja Rasoloarijao, directrice Réseau de BNI Madagascar, « grâce à MoneyGram, les transferts d'argent en provenance de plus de 200 pays peuvent être reçus à un prix compétitif, bénéficiant ainsi à un large éventail de bénéficiaires, qu'ils soient clients de la banque ou non ». Alexandre Mei, directeur général de BNI Madagascar, a souligné l'importance de cette initiative dans le cadre des efforts de la banque pour promouvoir l'inclusion financière, « Nous avons souhaité ouvrir nos agences à une partie de la population qui ne dispose pas nécessairement d'un compte

bancaire, leur offrant ainsi un accès facilité aux transferts d'argent internationaux ». Concrètement, ce partenariat simplifie considérablement les procédures pour recevoir de l'argent de l'étranger. Les bénéficiaires n'ont qu'à remplir un formulaire et présenter une pièce d'identité. Cette approche inclusive et pratique s'inscrit dans la vision de BNI Madagascar en tant que banque universelle, cherchant à servir les particuliers, les professionnels, les entrepreneurs, les PME, les grandes entreprises et les institutions. Pour célébrer ce partenariat, BNI Madagascar organise une grande tombola ouverte à tous les bénéficiaires des transferts d'argent via MoneyGram. Durant trois mois, dix gagnants seront tirés au sort et chacun recevra la somme d'un million d'ariary. Cette initiative vise à récompenser la fidélité des clients tout en soulignant l'engagement de la banque envers l'innovation et le service client.

## Produits miniers : 39 300 tonnes de nickel et de cobalt exportés en 2023

| 24/24H.MG | 16 MARS 2024

La Grande île avait exporté 39 300 tonnes de nickel et de cobalt en 2023. La valeur de ces produits miniers exportés l'année dernière s'élève à 4 150,8 milliards d'ariary, d'après les chiffres publiés par la direction générale des douanes (DGD). Ce qui les positionne en tant que premiers produits d'exportation de Madagascar, en termes de valeur.



Le volume des nickel et cobalt exportés en 2023 est en hausse par rapport au 38 600 tonnes exportés en 2022. Cependant, ce qu'avaient rapporté ces produits miniers l'année dernière était inférieur à ce qui était enregistré l'année précédente passant de 4 606,5 milliards d'ariary en 2022 à 4 150,8 milliards d'ariary en 2023. La Banque mondiale avait rapporté dans sa note de conjoncture économique que des manques à gagner dans les

exportations de cobalt et de nickel avaient été enregistrés en 2023. Ils étaient respectivement de 48,2 % et de 5,8 %, principalement attribuables aux baisses respectives de leurs prix à l'international de 50,4 % et de 7,0 %. Côté production, la compagnie Ambatovy avait rapporté avoir produit 36 000 tonnes de nickel et environ 3 300 tonnes de cobalt en 2023. Ce volume exporté, qui avoisine les 40 000 tonnes, se trouve dans la moyenne exportée par cette compagnie ces dernières années. Sumitomo Corporation, l'actionnaire majoritaire dans ce projet minier avait toutefois déjà revu ses estimations et prévoit une production d'environ 30 000 tonnes cette année. Et ce, contre les 40 000 avancées par cette société japonaise au mois de novembre de l'année dernière. Cette compagnie minière se trouverait par ailleurs en difficulté. Son usine était victime de dysfonctionnement d'équipements et de problème au niveau de sa centrale électrique vers la fin de l'année dernière. Elle est également confrontée à la baisse des prix à l'international de ce qu'elle produit. L'ambassadeur du Japon à Madagascar, Abe Koji, est intervenu en demandant à l'Etat du soutien en faveur de la compagnie minière, quelle que soit la forme. Le diplomate japonais parlait entre autres du remboursement du crédit de TVA que l'Etat doit à Ambatovy. La situation d'Ambatovy ainsi que la conjoncture économique à Madagascar avaient en tout cas été discutées dernièrement être cet ambassadeur et le premier ministre malgache Christian Ntsay.

## L'importation de riz affiche son plus bas niveau des quatre dernières années

| 24/24H.MG | 16 MARS 2024

L'importation de riz revient en dessous de la barre des 500 000 tonnes. Le volume de ce produit importé à Madagascar en 2023 est évalué à 424 008 tonnes. Soit une différence conséquente de 320 838 tonnes par rapport au volume d'importation en 2022, d'après les chiffres de l'Institut national de la statistique (Instat), repris par la cellule de l'Observatoire du riz (ODR) dans son dernier bulletin. Le volume du riz importé à Madagascar passait ainsi de 479 359 tonnes en 2020 pour augmenter à 629 414 tonnes en 2021. Une tendance haussière qui s'est poursuivie à 744 846 tonnes en 2022 pour finalement s'établir à 424 007 tonnes en 2023. Pour l'ODR, c'est la bonne production rizicole de la campagne 2022-2023 qui a contribué à la disponibilité du riz local et qui a conduit ainsi à la réduction du volume de riz importé l'année dernière. Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage avait avancé une augmentation de plus de 8% de la production rizicole en 2023 contre des hausses qui tournaient autour de 5% lors des précédentes campagnes. Pour cette année, l'Etat s'est engagé une production de 6 millions de tonnes de paddy dans le cadre de la première phase de la Stratégie nationale de développement de la riziculture. Cela implique l'extension des zones irriguées, la distribution d'engrais minéraux à combiner avec des engrais organiques aux agriculteurs, la fourniture de semences certifiées et améliorées. Comme souligné par le Réseau de



systèmes d'alerte précoce contre la famine, le riz produit localement est l'aliment de base le plus important pour les ménages du nord et du centre de Madagascar. Le riz importé est un substitut moins préféré, mais souvent consommé par les ménages pauvres, car il est moins cher que le riz produit localement et augmente de volume pendant la cuisson. La production rizicole de la Grande île est par ailleurs destinée majoritairement à l'autoconsommation. 80% de cette production est consommée par les producteurs. Il n'y a que 20% de la production nationale qui est commercialisée, d'après ce qu'expose la Banque mondiale dans son rapport d'évaluation de la pauvreté et de l'équité qu'elle a dernièrement présenté.

## Produits de première nécessité : Les prix de l'huile et de la farine se stabilisent

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 MARS 2024

**Depuis au moins un mois, les prix de certains produits de première nécessité n'ont pas varié, offrant un répit aux portefeuilles des ménages. Cette stabilité s'inscrit dans le cadre des politiques d'autosuffisance alimentaire et d'industrialisation promues sous Rajoelina, et qui commencent à produire des résultats concrets.**

Les prix de la farine et de l'huile alimentaire se maintiennent à un certain niveau depuis quelque temps, observés à travers les marchés de la capitale et de ses environs.



À Mahazo, par exemple, les prix de la farine oscillent entre 3 200 et 4 200 ariary le kilo, soutenus en partie par la contribution des nouvelles usines, témoignant ainsi d'une production locale croissante. La récente installation de l'usine «Les Minoteries de l'Océan Indien», inaugurée par le président Andry Rajoelina, contribue à cette stabilité en

répondant à une part importante des besoins locaux en farine. Le même constat s'applique à l'huile alimentaire, vendue entre 9 000 et 13 000 ariary le litre, en fonction de sa qualité. Les chiffres montrent une consommation locale estimée à 56 millions de litres par an, largement couverte par la production locale, même si elle dépend encore en partie de productions semi-importées, avec la raffinerie d'huile HITA. Le programme «One District, One Factory» (ODOF) œuvre progressivement à une production entièrement locale, avec l'installation de sept huileries d'arachide, représentant une capacité de traitement de 9,4 tonnes par jour, soit l'équivalent de 800 000 litres d'huile d'arachide produite annuellement.

### Une solution pour le sucre

Cependant, d'autres produits, comme le sucre, font face à une flambée des prix. En effet, le prix du kilo est passé de 5 200 ariary à 5 600 ariary en quelques jours seulement. Certaines variétés, notamment le sucre roux, deviennent même rares chez les détaillants dans divers marchés de la capitale. Cette situation est attribuée par certains grossistes à un retard accumulé dans les livraisons, principalement en raison de l'état dégradé des routes, ainsi qu'à la présence de spéculateurs qui perturbent les chaînes d'approvisionnement de ce produit. Malgré ces défis, le pays poursuit son chemin vers l'autosuffisance en sucre. La consommation de sucre locale atteint 220 000 tonnes, tandis que la production nationale se limite à 90 000 tonnes, assurée par les usines de sucre situées à Namakia et Ambilobe. Un déficit de 130 000 tonnes est ainsi comblé par les importations. L'installation de nouvelles mini-sucreries marque une

avancée significative dans la direction de l'autosuffisance.

### Stabilité des prix

La mini-sucrière d'Antanamifafy à Mahajanga, inaugurée par Andry Rajoelina en 2022, a une capacité de traitement de 60 tonnes de canne à sucre par jour, produisant de 3,5 à 6 tonnes de sucre roux de qualité chaque jour, au même titre que la mini-sucrière de Mahatalaky à Taolagnaro. Des pourparlers sont également en cours avec les industriels locaux pour la réhabilitation de la sucrière de Morondava, ce qui représentera un pas crucial vers l'atteinte de l'autosuffisance en sucre. Cette stabilité des prix, bien que tempérée par des difficultés, dépend de divers facteurs, notamment de l'importation de la plupart des produits essentiels. La promotion de la production locale est ainsi considérée comme un moyen de mieux réguler les marchés et de créer de la valeur ajoutée, selon certains économistes. Aussi, l'autosuffisance alimentaire et l'industrialisation figurent parmi les principaux axes de la politique de développement de Madagascar, avec un accent particulier mis sur l'installation d'unités industrielles à travers le programme ODOF. Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du commerce confirme

qu'«aucun district ne sera oublié ». D'après le département de l'industrialisation et du commerce, cinquante-deux unités industrielles sont opérationnelles dans vingt-et-une régions, transformant les produits locaux en articles finis adaptés aux besoins des consommateurs. Ce programme est en constante expansion, avec des projets en cours dans d'autres districts, visant à étendre les bénéfices de la production locale à l'ensemble du pays.

### Verbatim sur l'industrialisation

Andry Rajoelina, président de la République

«L'objectif est de produire et de transformer à Madagascar tout ce dont la population a besoin au quotidien. Nous allons accélérer l'industrialisation du pays, améliorer le climat des affaires, former massivement nos jeunes et créer des emplois afin d'améliorer les conditions de vie, surtout des plus vulnérables.» Edgard Razafindravahy, Ministre de l'Industrialisation et du Commerce «Nous allons maintenant mobiliser les ressources naturelles nécessaires à la base. La stratégie de la Grande île consiste à capter un grand nombre d'investissements, cela sur le long terme. À court terme, nous prévoyons de doter chacun des cent trente-cinq districts d'une pépinière industrielle.»

## Agriculture durable : La technique Pfumvudza donne des résultats probants

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 MARS 2024

### Le couple présidentiel a visité le site pilote pour l'application de la technique agricole Pfumvudza hier. Une méthode qui fait ses preuves et qui sera vulgarisée à travers l'ensemble du pays.

Préserver la fertilité du sol, pénibilité du travail réduite et optimisation du rendement. Ce sont les mots clés qui résument les avantages de la technique agricole désignée sous le sigle Pfumvudza. À l'essai sur un site pilote à Ambatolampy Tsimahafotsy, cette méthode floquée du label «agro-écologie» fait ses preuves. Après avoir reçu les rapports du rendement après un an d'essai, Andry Rajoelina, président de la République, accompagné de son épouse, Mialy Rajoelina, a effectué une visite à Ambatolampy Tsimahafotsy hier. Ils ont pu constater de visu le taux de rendement du site pilote de la technique. Démarré en mars, le rendement en riz sur 624 m<sup>2</sup> est de 375 kilogrammes. Le pesage des sacs a été fait devant le couple présidentiel. Ceci, avec près de 1,7 kg de semence. Ramené à l'hectare, le rendement annuel de riz sur le site pilote d'Ambatolampy Tsimahafotsy est de 5 hectares, affirment les techniciens du projet. «Un rendement amplement suffisant pour une famille de six personnes pour une année», ajoutent-ils à l'unisson. Par ailleurs, à Ambatolampy Tsimahafotsy, il s'agit de riz planté sur la terre ferme ou «Vary an-tanety». Partant de ce constat, le chef de l'État a affirmé que le programme est une voie pour atteindre l'autosuffisance alimentaire des ménages. Elle peut aussi aider les familles vulnérables à sortir de la pauvreté. Le surplus de production peut, en effet, être vendu. D'autant plus qu'outre la technique agricole et la formation en gestion de projet et financière, l'autonomie alimentaire, mais aussi financière des ménages est ainsi l'objectif. «Madagascar dispose de vastes terres fertiles et d'un fort capital humain. Ce sont nos richesses. (...) Notre problème, jusqu'ici, est de ne pas avoir su installer une synergie entre eux. Mettre à disposition des hommes le savoir-faire pour optimiser

la production de nos terres est la solution pour sauver notre pays», déclare ainsi le président de la République. À l'entendre, la méthode Pfumvudza est une voie pour y parvenir. Elle sera conjuguée avec le projet de distribution de certificat foncier qui vise deux millions de ménages. Andry Rajoelina soutient ainsi, «nous avons déjà anticipé en donnant aux paysans l'opportunité de sécuriser leur terrain ou avoir accès à la propriété foncière avec la distribution de certificat foncier. Maintenant, nous allons les aider à vivre décemment de leur activité et à en avoir des revenus corrects».



### Un million de ménages

Le chef de l'État compte ainsi ériger la vulgarisation de cette technique en «projet présidentiel». Le but est de former un million de ménages à cette méthode d'ici deux ans. Les familles bénéficiaires du projet «Ankohonana Miarina» seront formées à cette technique également. Ce programme consiste à mettre à disposition des ménages vulnérables, sous certaines conditions, un terrain pouvant aller jusqu'à 2.000 m<sup>2</sup>, avec une habitation, pour y conduire des projets agricoles. Cette technique s'apparente à une approche par ménage pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire, une fois ramenée à grande échelle. Une démarche qui a fait ses preuves dans des pays africains.

Les résultats constatés hier à Ambatolampy Tsimahafotsy ont, visiblement, décidé le locataire d'avaloaha de passer à la vitesse supérieure et de la vulgariser sur l'ensemble du territoire. La technique consiste à diviser un terrain en quatre parcelles. Pour Ambatolampy Tsimahafotsy, chaque parcelle fait 624 m<sup>2</sup>. «Une plante de couverture» est plantée sur la première parcelle. Elles sont alternées ou combinées avec de l'herbe séchée pour recouvrir le sol. Cela permet de conserver son humidité. Résultat, il ne faut que 350 millilitres d'eau chaque semaine ou toutes les deux semaines pour arroser chaque plant, lorsqu'il ne pleut pas. Aussi, en réponse à une question de la Première dame, les techniciens affirment que la technique Pfumvudza peut être utilisée même dans les zones arides, comme dans le Sud. Du riz, du maïs et du soja ont été choisis pour les trois autres parcelles d'Ambatolampy Tsimahafotsy. Une rotation annuelle est effectuée entre les quatre plantes, sur chacune des

quatre parcelles. Ce qui permet de préserver la fertilité du sol et d'optimiser le rendement. Le reste des 5.000 m<sup>2</sup> de terrain est destiné à la culture maraîchère. Des cressons avec de larges feuilles bien vertes y sont, par exemple, cultivés sur de la terre ferme. Le site pilote est le champ d'application du savoir-faire acquis par quelques-uns des trente agriculteurs ayant suivi une formation au Zimbabwe, en janvier 2023. Ils y ont été envoyés à l'initiative du président Rajoelina, après des échanges avec l'organisation américaine «Foundation for farming». L'exemple du site d'Ambatolampy Tsimahafotsy servira ainsi d'exemple concret pour convaincre les réticents. La technique Pfumvudza permet, du reste, de lutter contre la culture sur brûlis qui est la principale cause des incendies de forêt. «Les paysans prendront en effet conscience de l'importance des herbes et ne les brûleront plus», soulignent les techniciens d'Ambatolampy Tsimahafotsy.

## Madagascar – Union européenne : La NDICI comme nouvel instrument financier

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 18 MARS 2024

**La coopération entre l'Union européenne et Madagascar se renforce. Une délégation de l'Union européenne conduite par son ambassadeur, Isabelle Delattre, a rencontré, avant-hier, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, le 14 mars 2024.**

Une occasion, notamment, pour les deux parties de faire un tour d'horizon sur le partenariat qui sera dorénavant régi par un nouvel instrument financier dénommé Neighbourhood Development and International Cooperation Instrument ou NDICI.



### 70,8 milliards d'euros

Adopté par le Parlement européen l'année dernière ; ce nouvel instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale, soutient l'action de l'UE pour défendre et promouvoir ses intérêts et ses valeurs dans le monde. Il est doté d'un budget de 70,8 milliards d'euros sur la période 2021-2027, et remplace le Fonds Européen de Développement (FED), l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP), l'Instrument de Coopération au Développement (ICD), l'Instrument de Partenariat (IP), l'Instrument Européen de Voisinage (IEV) et l'Instrument européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH). Cette

fusion a pour objectif de faciliter l'engagement de l'UE à l'international en lui offrant plus de flexibilité financière dans ses actions. Pour la Grande Île l'entrée en vigueur de ce nouvel instrument sera bien évidemment bénéfique pour la poursuite de la coopération jusqu'ici régie par le FED qui est actuellement à sa 11<sup>ème</sup> édition.

### Projets prioritaires

Des projets entrant dans le cadre du 11<sup>e</sup> FED ont d'ailleurs fait l'objet de discussions entre la Grande Argentière et la délégation de l'Union européenne. Des projets prioritaires comme la JIRAMA WATER III qui concerne l'adduction d'eau potable d'Antananarivo (AEP) et ses environs. L'Union européenne affiche sa volonté de continuer à financer ce projet qui comprend l'augmentation de la capacité des usines d'eau potable, des ouvrages de transfert et des réseaux de distribution d'eau, ainsi que le remplacement des conduites vétustes. Toujours dans cette perspective de continuité, l'UE a confirmé son intention d'apporter des financements additionnels pour la réhabilitation de la RN 6 et de la RN 13. La réhabilitation de ces deux importants réseaux routiers s'inscrit dans le cadre d'un projet de modernisation des infrastructures routières de Madagascar. Les travaux de réhabilitation de la RN6- Ambanja à Antsiranana et ceux de la RN13 entre Ambovombe et Taolagnaro sont cofinancés par l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement sous forme de subventions, de prêts et d'assistance technique. La mise en place d'un fonds de garantie en faveur de tous les prestataires et partenaires travaillant dans le cadre de ressources à déployer en coopération avec la Banque européenne d'investissement a été également discuté durant cette rencontre entre la délégation de l'Union européenne et la ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison qui mène plutôt bien sa mission de coopération avec les partenaires économiques et financiers.

## Préservation de l'environnement : les sites industriels de Star mobilisés

ARH. | LES NOUVELLES | 18 MARS 2024

Pour un Madagascar plus vert ! La société Star renforce son engagement en faveur de l'environnement en distribuant des arbres à ses collaborateurs, dans le cadre de la campagne de reboisement national de Madagascar. L'année dernière, Malto, filiale de la Star, a développé une pépinière, qui prend soin plusieurs milliers de variétés de jeunes plants en prévision de la période de reboisement de cette année. Afin de répondre aux besoins réglementaires imposés par le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH), les sites industriels de Star ont été

les premiers à être mobilisés. 20.000 jeunes plants ont ainsi été répartis entre les différentes usines, avec 12.500 arbres plantés à Ambatolampy et 6.000 à Andranovelona. Les employés d'Antsirabe ont également participé à une journée de reboisement collective. En interne, Star a donné l'opportunité à ses collaborateurs de planter des arbres Malto sur leur propre terrain, avec la distribution de 3.500 jeunes plants. Par ailleurs, dans le cadre de son engagement envers les agriculteurs partenaires, Star a distribué 120.000 arbres fruitiers.

## Pépinière industrielle: une quarantaine d'usines érigées en 2023

ARH. | LES NOUVELLES | 18 MARS 2024

Promouvoir la production locale. Depuis l'année dernière, un effort soutenu a été déployé, pour concrétiser l'ambition d'installer des usines de transformation dans chaque district, à travers l'initiative One District One Factory (ODOF), sous la houlette du ministère de l'Industrie et du Commerce. En 2023, plus de 40 usines ODOF ont vu le jour, selon les données officielles. Les résultats se font déjà sentir : des infrastructures naguère inexistantes dans certaines régions voient le jour, permettant ainsi de valoriser les ressources locales. Des machines de transformation du lait, du miel, des pommes, des pommes de terre et des tomates ont été installées dans divers endroits du pays, répondant aux besoins locaux tout en garantissant une qualité conforme aux normes. L'impact de ces initiatives sur la vie quotidienne

des citoyens est palpable. Dans le district de Sakay, par exemple, l'installation d'une machine de transformation des arachides en huile a non seulement amélioré la qualité du produit, mais a également stimulé la demande locale, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des importations. Pourtant, les défis persistent. La récente augmentation du prix du sucre, souligne l'importance de renforcer la production locale pour réduire la dépendance aux importations. Dans son discours, à l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Consommateurs, le ministre Razafindravahy a souligné la nécessité d'installer des usines locales qui reste la meilleure solution à long terme pour assurer la disponibilité et l'accessibilité des produits de base pour tous les Malgaches.

## GLOBAL MONEY WEEK 2024 : Les enfants se familiarisent avec la monnaie

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 MARS 2024

**La Semaine mondiale de l'argent vient d'être lancée. Cette initiative est dédiée à l'éducation financière des enfants et des jeunes, dans l'optique de les initier à l'importance de la gestion financière responsable.**

Gérer ses fonds et épargner pour le futur. « L'éducation financière est un outil. Il est nécessaire d'éduquer les enfants et les jeunes financièrement pour qu'ils puissent apprendre et ensuite réagir pour prendre en main leur avenir », explique le secrétaire général de la Commission de supervision bancaire et financière, devant les yeux attentifs d'une trentaine d'élèves du Collège d'enseignement général d'Antanimbarinandriana. Très attentifs, ces enfants écoutent sans sourciller les discours successifs des représentants du ministère de l'Économie et des Finances ainsi que ceux d'institutions financières comme la Banque centrale. Toutes ces autorités sont présentes lors de l'ouverture de la Semaine mondiale de la monnaie (Global Money Week) 2024 au stade Barea Mahamasina. Il s'agit d'un événement lancé en 2012 par la Child Youth Finance International et repris par l'Organisation de coopération et de développement économique à travers son réseau international d'éducation financière. Au-delà de l'aspect ludique véhiculé par les intervenants lors de cette première journée, l'enjeu de cet événement est aussi



de transmettre des habitudes que les enfants pourront garder pour gérer leurs portefeuilles, maintenant et plus tard, quand ils seront adultes. Comme l'explique Andry Velomiadana Bearison Ramanampanoharana, secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances : « Protégez votre argent, sécurisez votre avenir. C'est la thématique qui a été choisie pour cette édition du Global Money Week, cette semaine est consacrée à vous, les jeunes. Faites en sorte de savoir gérer votre argent et d'avoir déjà en vous cette culture entrepreneuriale. Dressez un budget, sachez comparer la qualité et les prix lorsque vous effectuez des achats. Par-dessus tout, prenez des décisions financières réfléchies. Cela vous

aidera au cours de votre vie », s'adresse-t-il aux jeunes.

### Compétence vitale

Évidemment, les enfants ont eu leur mot à dire pendant les séries de discours d'ouverture. Harilala Heritiana Fialiana Ralalaniana est un élève du CEG d'Antanimbarinandriana. « Nous, les enfants, sommes l'avenir du pays, ce serait bien que déjà à l'école, on nous apprenne à diriger et à gérer nos revenus ». Dans un monde où la finance et les échanges se développent à une vitesse ahurissante, savoir gérer ses revenus est

une compétence vitale. Dans certains pays, l'éducation financière précoce est l'un des moyens préconisés pour préparer les jeunes à la gestion durable de leur portefeuille une fois entrés dans le monde du travail. L'école n'est certes pas le seul endroit pour préparer les enfants et la jeunesse à une citoyenneté exemplaire. La responsabilité des parents dans l'éducation financière des enfants est indéniable, toutefois, le système éducatif joue un rôle de premier plan dans la transmission de ces savoirs indubitablement nécessaires.

## Aide au développement : Soutien japonais aux projets en cours

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 MARS 2024

Saillant. Les aides multisectorielles et les perspectives de coopération vont se poursuivre cette année. L'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) entend poursuivre sa contribution dans les aides au développement. Lors d'une rencontre avec la presse hier au Motel Anosy, les responsables au sein de cette agence d'exécution d'aide publique au développement du gouvernement japonais ont indiqué que, «durant cette année 2024, la Jica continuera de contribuer au développement économique et social de Madagascar en soutenant les projets en cours et futurs. Et ce, en réponse aux trois piliers actuels de la Politique générale de l'État malgache». Un message fort, venant d'un partenaire important du pays, intervenant sur différents fronts du développement. Kaori Tanaka, représentante résidente de la Jica à Madagascar, affirme également qu'«en tant qu'acteur du développement, nous croyons que la coopération entre notre agence et la Grande île aboutira aux résultats escomptés sur le moyen ou le long terme. Nous collaborons avec la partie malgache pour mener à bien les projets déjà engagés et ceux qui

seront initiés d'ici peu. Nous estimons que, jusqu'à présent, notre coopération avec Madagascar se déroule bien». Des propos qui prennent vite leur sens, surtout quand les statistiques disponibles montrent l'ampleur des fonds engagés dans le développement. Jusqu'en 2022, la valeur totale du programme de la Jica se chiffre à plus de cent trente-six milliards d'ariary, soit l'équivalent de 4,372 millions de Yen. Intervenant dans plusieurs domaines du développement, la Jica opère dans différents secteurs d'activité. Le secteur agricole et le développement rural, l'infrastructure et l'urbanisme, autant de déclinaisons sur lesquelles sont axées la contribution des aides publiques au développement du gouvernement japonais. Ces cinq dernières années, différents projets ont été réalisés par cet organisme dans ces domaines. Ils ont été menés de concert avec les autorités publiques et le secteur privé. Au cours de la rencontre avec la presse, hier, il a été évoqué que la Jica participe activement aux projets d'assainissement et d'aménagement ainsi qu'à la gestion en milieu urbain et rural.

## Recettes minières : L'état veut jouer la transparence

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 MARS 2024

**Un site web contenant toutes les informations sur les contributions minières à Madagascar sera disponible. Un outil pour rendre effective la transparence, mais aussi pour aider à attirer des investisseurs.**

La carte de la transparence est jouée. Les statistiques sur le secteur minier et la contribution des sociétés extractives seront bientôt disponibles. D'ici au mois de septembre, un nouveau centre de données (Data Center) sera mis en place. Concrètement, il s'agit d'un site web compilant les données relatives aux recettes, ristournes et redevances minières perçues par l'État ou payées par les entreprises.



Ainsi, les données du secteur minier seront mises à la disposition de tous. Lundi, lors d'une entrevue avec la presse, Marc Sergio Clerc, directeur exécutif par intérim de l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) ou Initiative de Transparence pour les Industries Extractives, a développé le projet. Il s'inscrit dans les mesures correctives préconisées lors de la troisième validation de la mise en œuvre de la norme EITI. « Cette initiative découle d'une des recommandations inscrites dans la norme EITI. La disposition en question permettra d'installer une plateforme pour divulguer les données et les informations sur le secteur extractif », explique-t-il. Tous les chiffres liés aux mines seront inclus dans cette plateforme. Les institutions administratives gérant les recettes du secteur minier y inséreront leurs statistiques. Cela commencera par la douane, la direction générale des Impôts, la direction générale des Mines et toute autre administration publique liée de près ou de loin au secteur extractif. De même, les chiffres communiqués par les entreprises extractives seront inclus. Tout le monde pourra alors les comparer. « Les entreprises minières pourront aussi inclure dans cette plateforme les paiements qu'elles ont effectués. En effet, par rapport à ce souci de transparence, il y a souvent un écart entre l'argent déclaré par ces sociétés comme étant

payé et l'argent déclaré comme perçu par l'État », ajoute Marc Sergio Clerc.

### Débats de fond

Ce projet est financé par l'ambassade des États-Unis. Un mémorandum d'entente a d'ailleurs été signé entre le gouvernement américain et l'EITI à cet effet. La première phase du projet consiste à acquérir des serveurs pouvant héberger les données. La seconde phase sera la réactualisation du site web de l'EITI afin qu'il puisse comporter ces informations. Il s'agit aussi d'une mesure visant à doter les citoyens d'informations de base. Cela permettra en outre de créer des débats de fond pour des

réformes inclusives et positives, tenant compte de l'intérêt public. Par ricochet, ce site pourrait également attirer les investisseurs. Ils auront un aperçu de la contribution du secteur extractif dans la Grande île. La plateforme sera en quelque sorte le « Doing Business » des investisseurs miniers à Madagascar, avec toute une panoplie de données pouvant servir de vitrine. La transparence des statistiques pour le secteur minier facilitera les recherches des chercheurs et des étudiants dans ce domaine où l'accès aux données financières est souvent un casse-tête pour un profane.

## Agriculture : Des techniques nouvelles pour augmenter la production rizicole

MIALISOA IDA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 MARS 2024

Augmentation de la production. « Les nouvelles techniques de production agricole Papriz permettent de récolter une quantité de 5,58 tonnes/ha de riz, tandis que les techniques employées traditionnellement ne donnent que 2,3 tonnes/ha. Parmi ces méthodes modernes, il y a le Fy Vary, le Fofifa et le Vary Gasy », note Sehen Randrianarivelo, responsable de la mention agronomie à l'université d'Antananarivo. Les techniques nouvellement adoptées offrent beaucoup plus de rendement. Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Suzelin Ratohiarijaona, la représentante de la Jica, Kaori Tanaka et l'ambassadeur japonais Abe Koji ont rencontré les étudiants en agronomie hier à Ankatso. Ils ont visité des rizières pris en main par des étudiants pour en constater les productions. Les étudiants issus de la branche « Agriculture tropicale pour le développement et l'agriculture durable » ont effectué un essai en appliquant la technique de production Papriz. Les futurs ingénieurs en agronomie ont commencé le projet depuis le mois de septembre 2023 en utilisant cinq semences différentes avec des engrais issus de la technique d'agriculture Papriz. L'essai a véritablement débuté au mois d'octobre. Le responsable de la mention Agronomie a mentionné que « les produits sont de bonne



qualité quand on utilise la technique moderne dans la culture rizicole ».

### Renforcement

Les techniques de recherche concernant la culture rizicole vont être renforcées. Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage a précisé que le renforcement de capacités des futurs ingénieurs en agronomie va augmenter la production de riz à Madagascar, mais également contribuer à une autosuffisance alimentaire du pays. Ce projet est le fruit d'une collaboration du ministère de l'Agriculture et de l'élevage avec l'École supérieure en Agronomie.

## Ressources marines : Participation de Madagascar à la réunion de l'ITP-MSP

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 20 MARS 2024

### Un atelier de concertation concernant la collaboration internationale sur la gestion durable des ressources marines du 18 au 22 mars à Gothenburg, en Suède.

Cette réunion concerne le Programme de Suivi International sur la Gestion des Eaux Marines (ITP MSP) auquel Madagascar participe via son ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB). Sept pays participent à cette réunion, notamment la Somalie, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, les Comores, Maurice et Madagascar. Le financement de cette réunion est assuré par l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA), avec l'assistance de l'Agence Suédoise pour la Gestion Marine et des Eaux (SWAM) à travers NIRAS, en collaboration avec l'Association des Sciences Marines de l'Océan Indien Occidental (WIOMSA) et le Partenariat de

Nairobi. Selon les participants, la réunion vise à améliorer la gestion et la protection des ressources marines de chaque pays pour éviter l'épuisement des ressources et la détérioration de l'environnement marin, en conformité avec le droit international et les différents accords régionaux liés à la mer. Les discussions portent également sur les grandes menaces qui pèsent sur les écosystèmes marins, telles que la pollution, la perte de biodiversité, le changement climatique, l'exploitation excessive des ressources, la dégradation des habitats et la gestion des déchets. Les expériences et les meilleures pratiques des pays qui ont déjà fait des progrès significatifs dans ce domaine, comme la Suède, la Norvège et l'Afrique du Sud, sont également partagées pour aider les autres nations à développer leurs propres stratégies de gestion durable des ressources marines.

# Environnement : Les partenaires techniques et financiers engagés avec le pays pour faire face à une triple crise environnementale

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 20 MARS 2024

**Le ministre de l'Environnement et du Développement Durable Max Andonirina Fontaine l'a réitéré, avant-hier, au Novotel, lors de l'ouverture de la première réunion stratégique de la Plateforme de Coordination Environnementale Stratégique (PCS-E) de cette année 2024. Madagascar fait face à une triple crise environnementale majeure. Il s'agit, en l'occurrence, de la perte de biodiversité, de la pollution et du changement climatique.**

Une situation que la Grande île ne peut pas affronter seule, en raison notamment des insuffisances de moyens.



## Espace de concertation

Comme l'a d'ailleurs déclaré le ministre Max Andonirina Fontaine, Madagascar a besoin de l'appui des partenaires techniques et financiers pour faire face à ces défis environnementaux. Des défis qui vont être relevés à travers la Plateforme de Coordination Environnementale Stratégique qui fait justement office d'espace de concertation et de coordination entre les divers acteurs impliqués dans la protection de l'environnement. En tout cas, les partenaires techniques et financiers ont affiché, durant cette réunion, leur détermination à s'impliquer dans cette bonne cause pour les défis environnementaux. Les intervenants de cette réunion inaugurale ont souligné l'importance des échanges au sein de la PCS-E. A l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement

(PNUD) dont la représentante résidente, Natasha van Rijn, a insisté sur la nécessité d'une collaboration entre tous les acteurs publics ou privés ou encore de la société civile, des bailleurs de fonds ou des autorités nationales. Pour sa part, David Ashley, l'ambassadeur du Royaume-Uni à Madagascar, a parlé de la mission de la Plateforme qui apporte du soutien au MEDD. « Une étroite collaboration entre toutes entités concernées est indispensable pour relever les défis environnementaux à Madagascar afin de garantir un bel avenir aux générations futures, a pour mission de fournir un soutien essentiel au Ministre de l'Environnement et à son équipe. Il a insisté sur l'importance d'une collaboration étroite pour relever les défis environnementaux à Madagascar et pour garantir le bien-être des générations futures. » a déclaré, le diplomate britannique.

## Axes stratégiques

Notons que sur le plan structurel, la direction du PCS-E est assurée à travers une collaboration étroite entre le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le représentant permanent du PNUD et l'ambassade du Royaume-Uni à Madagascar. On peut citer, parmi les membres de la Plateforme : le PNUD, la FAO, l'UNICEF, l'OIM, l'UNESCO, le PAM, l'ONUDI, la GIZ, le KfW, la délégation de l'Union Européenne, la Banque Mondiale, l'AFD...Durant cette réunion de la PCS-E, le MEDD a présenté les 7 axes stratégiques des actions à entreprendre, cette année. Des axes qui tendent notamment vers la mise en place d'une économie durable, de la gouvernance améliorée. C'est d'ailleurs dans un objectif de mieux coordonner les actions qu'il a été décidé durant cette rencontre que dorénavant, les réunions stratégiques se tiendront trimestriellement. Des réunions périodiques qui seront destinées à l'évaluation des parcours, à l'adaptation des stratégies en fonction des besoins. Le tout dans la perspective d'une meilleure protection des ressources naturelles, d'une préservation du patrimoine environnemental, et d'une réduction de la pollution. Des objectifs qui sont considérés, à juste titre, comme des conditions essentielles du développement économique.

## Agoa : Amoron'i Mania à la conquête du marché américain

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 20 MARS 2024

Stimuler la croissance économique, tel est l'objectif de la région d'Amoron'i Mania, tout en privilégiant l'exportation des produits locaux. « Plus on exporte, plus les recettes en devises augmentent, ce qui est bénéfique pour notre région » explique Daniela Ramarosandratana, secrétaire générale auprès du gouvernorat Amoron'i Mania. Sur ce, les acteurs de la production du textile et de l'huile essentielle de la région, ont participé à un atelier sur les voies et opportunités d'exportation vers le marché de l'African Growth and Opportunities Act (Agoa), du 13 au 15 mars. Pour rappel, grâce à l'Agoa, Madagascar peut exporter certains produits, incluant le textile et les

produits agroalimentaires, vers le marché des Etats-Unis, en franchise de douane. « Notre région est réputée pour la qualité de sa soie. Il en va de même pour les huiles essentielles » explique Yollande Randrianarijaona, directrice régionale de l'industrialisation et du commerce (DRIC) de la région d'Amoron'i Mania. A l'issue de l'atelier, les producteurs locaux ne cachent pas leur souhait d'exporter directement leurs produits vers le marché américain sans intermédiaire, rajoute Daniela Ramarosandratana. Cela va générer des retombées économiques majeures pour la région.

# Industries extractives: création d'un Data Center et évaluation de l'impact de l'EITI

ARH. | LES NOUVELLES | 20 MARS 2024

**Pour améliorer la transparence et la gouvernance dans le secteur des industries extractives, Madagascar a pris une série de mesures significatives.**

En collaboration avec l'Ambassade des États-Unis, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI) Madagascar a annoncé la mise en place prochaine d'une plateforme de gestion de flux de données et d'informations sur le secteur extractif, C'est-à-dire un Data Center, conformément aux recommandations de l'EITI. Selon le directeur exécutif par intérim d'EITI Madagascar, Marc Sergio Clerc, il faut avant tout «se doter des serveurs et des équipements adéquats, à installer dans les locaux de l'EITI Madagascar». Ensuite, la phase d'optimisation du site internet d'EITI Madagascar permettra aux parties prenantes d'accéder directement à la plateforme pour y envoyer les données essentielles dans le secteur extractif. «Le Data Center devrait être opérationnel d'ici septembre, conformément aux termes de l'accord», a-t-il avancé.

Les avantages de cette plateforme sont multiples. «D'abord, elle garantit la transparence des statistiques du secteur minier, ce qui bénéficiera aux chercheurs, aux étudiants et aux investisseurs en quête d'informations fiables». Avec des projets majeurs comme Ambatovy et QMM en cours à Madagascar, les investisseurs auront accès aux données pertinentes pour évaluer la viabilité de leurs projets dans le pays.

## Score assez faible pour Madagascar

Cependant, malgré ces efforts, le 29 février dernier, le Conseil d'administration de l'EITI est parvenu à la conclusion selon laquelle «Madagascar a enregistré un score global assez faible (67 points) relativement à la mise en œuvre de l'EITI». Ce score est le résultat moyen des composantes :



Résultats et impact (66.5 points), Transparence (66 points) et Engagement des parties prenantes (67.5 points). Néanmoins, l'adhésion de Madagascar a été reconfirmée parmi les 57 pays mettant en œuvre la norme EITI. Les résultats de la validation sont perçus comme une opportunité de renforcer davantage la gouvernance du secteur extractif. Le Conseil d'administration de l'EITI a salué les progrès réalisés par le gouvernement malgache, tout en soulignant l'importance d'un engagement continu, en matière ressources techniques et finances. L'institutionnalisation de l'EITI-Madagascar est également louée l'initiative de l'Etat, de promouvoir les projets miniers majeurs, une étape importante vers une plus grande transparence dans les flux financiers. Néanmoins, Madagascar a jusqu'à la prochaine validation de l'EITI en 2026, pour mettre en œuvre des actions correctives et améliorer ses performances en matière de gouvernance et transparence dans le secteur extractif, qui pourrait stimuler davantage l'investissement et le développement économique à long terme.

## Secteur privé : Francis Rabarijohn aux commandes du GEM

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 MARS 2024

**Changement à la tête du Groupement des Entreprises de Madagascar. Francis Rabarijohn a été élu président à l'issue d'un vote, recueillant cinquante-neuf voix contre vingt-quatre pour Thierry Rajaona, le président sortant.**

Après un mandat de quatre ans, Thierry Rajaona cède sa place à la tête du Groupement des Entreprises de Madagascar. L'élection d'un nouveau président, qui s'est déroulée hier, a vu la victoire de Francis Christian Rabarijohn, Directeur Général Régional pour l'Afrique australe et l'océan Indien du groupe Imperial Brands, avec cinquante-neuf voix contre vingt-quatre pour son prédécesseur. Avec trente ans d'expérience à Madagascar et à l'international dans le secteur privé, Francis Rabarijohn est un homme de grande expérience qui prend les rênes du GEM. «C'est un engagement personnel pour le secteur privé et en faveur d'un développement socio-économique durable », a-t-il déclaré après le vote. Le nouveau président connaît bien le terrain. Avant de devenir président, il a été vice-président du Syndicat des industries de Madagascar jusqu'en 2019, puis conseiller au sein du bureau du GEM depuis 2020. Il a également travaillé pour le Groupe Chiva en France, pour le Groupe Fraise/Star, pour le Groupe

Bolloré, et occupe depuis 2014 un poste au sein du Groupe Imperial Brands. Francis Rabarijohn envisage d'utiliser son riche parcours pour bénéficier au secteur privé en général, et aux entreprises en particulier. « Mettre à profit mes compétences, mon expérience au sein du GEM et de différents groupements patronaux, ainsi que mon vécu auprès d'organisations internationales analogues au GEM, pour insuffler une nouvelle énergie et impulser une nouvelle dynamique », voilà l'objectif que s'est fixé le nouveau président pour faire du GEM un groupement solide, crédible et influent, un partenaire de confiance pleinement engagé pour le développement durable du secteur privé et désireux de conserver son statut de levier économique pour la nation.

### Dialogue ouvert

Avec une vision claire et des objectifs précis, tel que « impulser une nouvelle dynamique au sein du GEM, renforcer son rôle fédérateur parmi les entreprises, et contribuer à l'amélioration du climat des affaires », le fondateur de l'Académie Ny Antsika à Antsirabe a résumé son approche en termes footballistiques : « Jouons collectif pour réussir ensemble, au sein du GEM et avec ses partenaires ». L'État, en tant que partenaire de premier plan du GEM,



est au cœur des préoccupations de Francis Rabarijohn, qui ambitionne de faire du groupement un allié de confiance pour le gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers, en instaurant un dialogue ouvert, concerté

et inclusif. Ces intentions rencontrent l'approbation du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, qui salue l'élection de Francis Rabarijohn et envisage une continuité dans l'excellente relation entre le MIC et le secteur privé, consolidée par le Pacte de programmation industrielle établi en 2023 avec des engagements réciproques. Une telle proximité n'avait jamais été atteinte auparavant dans l'histoire du pays. Une nouvelle loi sur les investissements a également été élaborée avec la contribution active du secteur privé, des efforts qui devront être maintenus sur le long terme pour produire des résultats tangibles. Le nouveau président du GEM, porté par une grande ambition et une forte motivation, s'engage à faire du GEM un acteur clé du développement du secteur privé, et ainsi, un moteur de la croissance économique du pays. Il lui reste à présent à concrétiser les promesses en actions concrètes.

## Coopération : Madagascar invité au sommet Corée du Sud-Afrique

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 MARS 2024

**Les opérateurs économiques malgaches sont conviés au Sommet Corée du Sud-Afrique qui se déroulera les 4 et 5 juin à Séoul. Une opportunité à saisir pour attirer des investisseurs coréens et développer ensemble des projets durables.**

Lors d'une visite de courtoisie ce mardi, l'ambassadrice de Corée du Sud, Park Ji-Hyun, a été reçue par Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce. Cette rencontre a mis en avant plusieurs initiatives bilatérales. L'accent a été mis sur le prochain Sommet Corée du Sud-Afrique prévu les 4 et 5 juin à Séoul. L'ambassadrice a souligné l'importance de la participation du secteur privé malgache à cet événement. Elle a évoqué ce sommet comme une occasion précieuse pour les entreprises malgaches d'établir et de renforcer des partenariats et des collaborations avec la Corée. La discussion a également porté sur les efforts significatifs de Madagascar pour améliorer son climat des affaires, notamment à travers l'adoption récente de législations cruciales telles que la loi sur les investissements et la loi sur les sociétés coopératives, qui sont actuellement en attente de leurs décrets d'application. Ces mesures législatives, conjointement avec le pacte de programmation industrielle établi avec le secteur privé, visent à stimuler les investissements et à dynamiser l'économie nationale. L'ambassadrice Park a été informée de l'initiative «One District, One Factory» (ODOF), promue par le ministère. Ce programme vise à encourager le développement industriel local et la création d'emplois à travers le pays, s'inscrivant dans les efforts de Madagascar pour revitaliser son économie par le renforcement des capacités locales.



Ce projet a été salué par l'ambassadrice comme un pas positif vers le développement durable de Madagascar. Enfin, la rencontre a abordé l'intention de Madagascar d'attirer des développeurs sud-coréens pour participer au développement de quatre zones économiques sur l'île. Tirant parti de l'expérience sud-coréenne reconnue dans le développement de zones économiques réussies, Madagascar aspire à reproduire un succès similaire, favorisant ainsi la croissance économique et l'emploi. L'ambassadrice de Corée a réaffirmé son engagement à soutenir Madagascar dans cette entreprise, soulignant l'intérêt et le soutien de la Corée du Sud pour le développement industriel et économique de Madagascar. Cette visite a donc marqué une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales, témoignant d'une volonté partagée de promouvoir le progrès économique et le développement durable.

## Douanes : Le DGD Ernest Zafivanona Lainkana décroche le prix africain du leadership

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 21 MARS 2024

**Une distinction de plus pour l'administration douanière malgache. Le Directeur général des Douanes, Ernest Zafivanona Lainkana, s'est vu décerner l'African Leadership Commendation Award.**

La remise de ce trophée continental s'est déroulée à Addis-Abeba en Ethiopie, les 14 et 15 mars derniers, lors

de la cérémonie annuelle de l'African Leadership Magazine, Persons Of The Year.

### Reconnaissance internationale

Cet événement, comme son nom l'indique, rassemble les décideurs politiques, les dirigeants du secteur privé et de la société civile, les leaders d'opinions pour discuter



de la croissance et du développement socio- économique de l'Afrique. C'est également l'occasion de primer les personnalités marquantes à travers différents prix. Pour le DGD de Madagascar, le prix African Leadership Commendation Awards est la reconnaissance internationale de son leadership exceptionnel et de ses contributions visionnaires pour la modernisation de l'administration douanière malgache, laquelle s'est par ailleurs distinguée sur le plan international, ces derniers temps. Notamment à travers l'accueil et l'organisation des réunions de la région de l'Afrique orientale et australe (ESA) de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD). Faut-il en effet rappeler que Madagascar a accueilli la 36<sup>e</sup> réunion du « Regional Steering Group » (RSG) , pour la première fois en 2022, ainsi que la 37<sup>e</sup> réunion du RSG et le 29<sup>e</sup> « Governing Council » en 2023. Ces événements ont réuni les Directeurs généraux

des douanes de la région ESA. La douane malgache a également célébré son bicentenaire, l'année dernière. Une célébration dont l'un des faits marquants aura été la présence en terre malgache du Secrétaire Général de l'OMD, le Dr Kunio Mikuriya. Outre les séances de travail avec les autorités douanières, ce dernier a honoré de sa présence, une soirée de gala organisée par la douane malgache.

#### Succès des réformes

L'année 2023 aura également été marquée par le renforcement de l'intégration de la douane malgache dans la haute sphère de l'Organisation Mondiale des Douanes. La Grande île était en effet devenue membre de la Commission de Politique Générale ou « Policy Commission », et fait dorénavant partie des 24 pays de cette commission de l'OMD qui comporte 186 membres. Madagascar est, par ailleurs, l'un des trois pays membres du comité de management de la région ESA et a dernièrement accueilli pour la première fois la réunion de cette instance supérieure de prise de décision au sein de la région. Cette distinction obtenue par le DGD Ernest Zafivanona Lainkana est également liée au succès des réformes et la modernisation de la douane depuis 2019. La douane a bénéficié de la mise en place d'un programme de modernisation audacieux et ambitieux qui a engagé cette administration dans une refonte complète. Ce programme définit une feuille de route pour initier des réformes majeures, axées entre autres sur la digitalisation, la sécurisation des recettes, la facilitation des échanges et le renforcement du capital humain. La Douane a proposé 31 projets de modernisation dont la plupart sont déjà bouclés ou en cours de finalisation.

## Tourisme : 300 passagers italiens débarquent à Nosy-Be

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 MARS 2024

### La population de Nosy-Be est en pleine effervescence car la saison touristique 2024 s'annonce prometteuse pour l'île aux Parfums.

Après l'arrivée avant-hier de la compagnie aérienne Flight Bulgaria, reliant directement la Bulgarie et Nosy-Be, une autre compagnie aérienne privée a atterri hier sur le tarmac de l'aéroport international de Fascène. Il s'agit du vol Neos Air qui a transporté 300 passagers italiens à son bord. « Plus de 90% de ces touristes italiens voyagent en famille. Et sur les 300 passagers qui ont débarqué, la moitié d'entre eux ont déjà planifié leur séjour d'une durée de sept jours au sein du complexe hôtelier Andilana Beach Resort tandis que les 150 autres touristes italiens sont répartis dans les autres établissements touristiques de Nosy-Be », a déclaré Geraldo Randrianjafinirina, le directeur exécutif de l'Office Régional du Tourisme de Nosy-Be (ORTNB).

#### Premier choix

Et lui d'ajouter que ces touristes italiens vont effectuer tous les circuits traditionnels de l'île aux Parfums. On peut citer, entre autres, les visites de Nosy Iranja, Nosy Tanikely, Nosy Komba, du Mont Passot et de la réserve naturelle de Lokobe sans oublier la découverte de sa faune et de sa flore et bien évidemment de ses sites balnéaires. « Nosy-Be constitue ainsi leur premier choix de destination à Madagascar. En outre, passer des vacances chaque année dans cette île fait partie de la culture des Italiens. Cela est également facilité par la reprise de la liaison aérienne directe entre Nosy-Be et Milan en Italie », a enchaîné le directeur exécutif de l'ORTNB. Il est à noter que la compagnie aérienne Neos Air assure



la desserte entre les deux villes avec une fréquence d'un vol hebdomadaire. « Au retour de ces 300 passagers ayant séjourné à l'île de Nosy-Be pendant une semaine vers leur pays, d'autres touristes italiens vont également débarquer la semaine prochaine », a-t-il fait savoir.

#### 2<sup>e</sup> vol charter

En revenant sur la compagnie aérienne Flight Bulgaria, « elle a effectué avant-hier le 2<sup>e</sup> vol charter après le vol inaugural en novembre 2023. Elle a transporté à son bord 160 touristes bulgares avec 7 membres d'équipage. La majorité de ces passagers voyagent en famille », a expliqué Adolphe Samsidine, gérant de Zara Voyages, qui se dit être l'initiateur de ce projet visant à attirer les touristes bulgares à Madagascar. « Ils aiment découvrir l'île aux Parfums tout en pratiquant la plongée et la pêche, sans oublier la plage et

les excursions vers les trois îlots », a-t-il poursuivi. Suite à la participation récente de Madagascar au salon international du tourisme Holiday & Spa à Sofia, en Bulgarie, des éductours seront organisés prochainement afin d'aider les

Tours Opérateurs bulgares à mieux vendre la destination sur leur marché local. D'autres vols charter reliant directement les deux pays sont également prévus cette année.

## Approvisionnement en carburant: les conducteurs de camions citernes en grève

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 21 MARS 2024

**Le syndicat des conducteurs professionnels de Madagascar (SCPM) dénonce l'arrestation arbitraire de leurs confrères et donne un ultimatum de 72 heures aux responsables, pour mettre fin à leur détention. Il est entré en grève hier à Toamasina.**

Trois chauffeurs, deux aides-chauffeurs et des représentants de la société de transport, ont fait l'objet d'une arrestation récemment à Toamasina, dont «les motifs de leur arrestation restent flous», selon les explications du SCPM. A l'issue d'une réunion entre les transporteurs de carburant, la libération immédiate de leurs confrères dans un délai de 72 heures, est réclamée. «En attendant, le transport de carburant en partant de Toamasina vers les RN2 et RN5, sera suspendu, excepté pour les livraisons destinées à la Jirama» déclare-t-il. Les conducteurs appellent également tous les transporteurs de carburant du pays à être solidaires. Le SCPM exige en même temps le respect du droit des chauffeurs et la signature d'un contrat. Tant que

ces requêtes ne seront pas satisfaites, «l'approvisionnement en carburant pour les stations-services, reste suspendu», confie-t-il. Cependant, «afin d'éviter les problèmes et les conflits dans le pays, nous continuerons d'approvisionner la Jirama», rajoute-t-il.

### Impact économique

Pour le moment, cette grève n'impacte pas l'approvisionnement du carburant dans la Capitale. Certaines stations-services de la capitale ne sont même pas au courant de cette manifestation des conducteurs. «Il n'y a rien à craindre, notre stock est largement suffisant», rassure l'une d'entre elles. «Nous venons d'être livrés», s'étonne le responsable d'une autre station-service, hier matin.

Visiblement, le SCPM est déterminé à maintenir la pression et à passer à la vitesse supérieure en cas de non-satisfaction des revendications. Sous cet angle, l'approvisionnement des stations-services à l'échelle nationale, serait menacé, voire même paralysé.

## Transport aérien : Madagascar Airlines réintègre l'IATA

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MARS 2024

**Madagascar Airlines reprend sa place au sein de l'Association du transport aérien international (IATA). C'est ce qu'a annoncé hier Thierry de Bailleul, directeur général de la société.**

Après une période d'absence, Madagascar Airlines a retrouvé sa position au sein de l'Association du transport aérien international (IATA), une annonce faite par Thierry de Bailleul. « Madagascar Airlines est désormais de nouveau un membre à part entière de l'IATA », a-t-il déclaré. Cette réintégration survient après des périodes de difficultés financières et d'image rencontrées par la compagnie.



La réintégration coïncide avec le retour de Madagascar Airlines dans le Billing and Settlement Plan (BSP) et l'IATA Clearing House, où elle avait été exclue en 2018 et 2016 respectivement. Ces deux entités jouent un rôle crucial dans le secteur du transport aérien, en facilitant les transactions entre les compagnies aériennes et les agences de voyage. Le BSP, une plateforme centrale de l'IATA, agit comme médiateur pour toutes les transactions de billets entre les

compagnies aériennes et les agences de voyage. La non-participation de Madagascar Airlines à cette plateforme avait limité sa reconnaissance et son accessibilité sur le marché international.

### Fluidité

Thierry de Bailleul explique que l'exclusion avait réduit la visibilité de la compagnie auprès de nombreuses agences de voyage qui ne pouvaient pas proposer ses vols. « Désormais, avec notre réintégration, il est possible de réserver des vols vers des destinations comme Antananarivo ou Nosy Be à travers un large réseau d'agences de voyage affiliées au BSP, ce qui couvre 70 à 90 % du marché », ajoute-t-il. L'adhésion à l'IATA Clearing House permet également d'améliorer la fluidité des opérations, en facilitant l'émission de billets combinant des vols de Madagascar Airlines avec ceux d'autres transporteurs et en assurant une répartition équitable des recettes. La suspension de l'IATA en 2015, due à des problèmes financiers et à des grèves répétées, avait contraint Madagascar Airlines à interrompre sa contribution au fonds de compensation de l'IATA. Avec la récente acquisition de son Certificat de Transport Aérien (CTA) et de sa licence d'exploitation, la compagnie prévoyait de rejoindre à nouveau le BSP mi-juin 2023. En 2022, une caution de cinq millions de dollars avait été requise par l'IATA pour faciliter ce retour. Parallèlement, Madagascar Airlines s'attache à améliorer son image et sa fonctionnalité, investissant notamment trois millions de dollars dans la digitalisation. Sur le plan commercial, elle vise à dynamiser ses agences locales pour renforcer sa marque. La compagnie prévoit d'agrandir sa flotte avec six nouveaux ATR 72-500 dans les mois à venir, une mesure adoptée pour optimiser les coûts opérationnels et atteindre la rentabilité.

## Secteur privé : Hausse de 10% du salaire minimum

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MARS 2024

**Le groupement des employeurs et des syndicats des travailleurs ont convenu de réviser les salaires avec un taux d'augmentation de 10%.**

Cette année, les employés du secteur privé bénéficieront d'une hausse de salaire. Le 20 mars, le Conseil des ministres a approuvé la communication verbale concernant le protocole d'accord pour l'augmentation des salaires minima d'embauche (SME) et d'ancienneté (SMA), applicable en 2024 dans le secteur privé. Selon le compte rendu, «Une augmentation de 10% est prévue pour la catégorie M1 et un ajustement à taux différenciés pour les catégories M2 à OP3, tant dans le secteur agricole que non agricole». José Randrianasolo, coordonnateur général de la Conférence des travailleurs de Madagascar, a précisé que pour la catégorie M1, l'augmentation serait d'au moins 10%, avec des variations possibles pour les autres catégories. Le SME pour la catégorie MI-A1 passera ainsi de 238 000 ariary à 262 680 ariary dans le secteur non agricole et de 242 200 ariary à 266 500 ariary dans le secteur agricole, décision prise lors de la réunion du 15 février du Groupement des Employeurs et des Syndicats des Travailleurs. Cette augmentation prendra effet le 1er mars 2024, mais ne sera pas immédiatement reflétée sur les fiches de paie, en attente du décret d'application.

### Compensation

«L'augmentation annuelle des salaires est habituelle. Maintenant, la question est : est-elle vraiment effective ? Selon nos constats, très peu d'employeurs l'appliquent.



Plusieurs salariés sont encore payés en dessous de l'ancien salaire minimal. La question se pose aux inspections du travail. Qu'en est-il de ces employeurs qui ne respectent pas les textes ?», interroge Rémi Botoudi, syndicaliste. Certains employeurs sont réticents à se conformer aux nouveaux barèmes salariaux, souvent justifiés par des difficultés économiques, notamment dues aux coupures d'électricité récurrentes. Au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique (MTEFP), le suivi des applications de ces augmentations «dépend du signalement des employés», confie une source anonyme du ministère. Pour les travailleurs, cette hausse représente une occasion de compenser les augmentations des prix, même si sa mise en œuvre effective reste à surveiller de près.

## Riz pluvial : Lancement de la variété « Mavitrika » bio-fortifiée en zinc

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 22 MARS 2024

**Le centre FOFIFA et les chercheurs de JIRCAS (Japanese International Research Center for Agricultural Sciences) ont mené ensemble un projet de recherche sur des nouvelles variétés de riz adaptées aux sols à faible teneur en élément nutritif, voire même aux sols pauvres.**

Ce projet a également été développé depuis 2015 en partenariat avec les chercheurs de l'université de Bonn en Allemagne. Force est de reconnaître que la riziculture pluviale de Madagascar se caractérise par la déficience en phosphore du sol. Ce qui limite ainsi la production de riz. Raison pour laquelle, ces scientifiques malgaches et étrangers ont fait un croisement entre le donneur DJ 123 ayant une meilleure adaptation aux sols pauvres en nutriments et la variété populaire Nerica 4, homologuée par AfricaRice. Durant les cinq années d'expérimentation au niveau des champs des agriculteurs dans les régions de Vakinankaratra et de Boeny, sur les lignées produites, une seule variété a été déclarée plus performante. « Il s'agit de la variété dénommée Mavitrika ». « C'est la première variété de riz pluvial développée par nos chercheurs si les variétés de semences de riz irrigué étaient souvent vulgarisées. C'est également la première variété bio-certifiée en zinc à Madagascar grâce à sa forte teneur en zinc atteignant 29ppm contre 17 ppm pour la variété standard », a évoqué le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage Suzelin Ratohiarijaona, lors de la remise officielle de cette nouvelle

variété de riz pluvial hier au CFFAMMA-GR à Nanisana en vue de son homologation.

### Rendement moyen

En outre, « Les résultats de l'expérimentation ont permis d'obtenir un rendement moyen de 1,8 tonne par hectare sur un sol pauvre et un rendement moyen atteignant 4,5 tonnes à l'hectare si l'on apporte de l'engrais et du fumier et que l'on respecte la technique agro-écologique », a-t-il ajouté. Ce n'est pas tout ! Cette nouvelle variété « Mavitrika » a également d'autres particularités. « Elle est tolérante à la déficience en phosphore et au froid. Elle est résistante aux bioagresseurs tels que la pyriculariose et les insectes. C'est en même temps une variété à cycle court soit entre 90 jours et 110 jours de maturité. « Mavitrika » est maintenant prêt à être mise à la disposition des paysans pour la saison rizicole 2025-2026 », a annoncé le directeur général de FOFIFA, Lala Razafinjara. Toujours dans le cadre de l'expérimentation, les agriculteurs ont été impliqués dans la sélection de cette nouvelle variété en participant aux tests hédoniques. Parlant de sa vulgarisation au niveau national en commençant par Boeny et Vakinankaratra, le Premier ministre Christian Ntsay a fait appel au secteur privé, aux organisations paysannes et aux centres de multiplication de semences. « C'est un levier contribuant à la lutte contre la malnutrition chronique tout en réduisant notre dépendance à l'importation de riz », a conclu le Chef du Gouvernement.

# L'environnement du marché de travail à Madagascar: les objectifs et les conditions de réussite de la politique nationale de l'emploi

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA. | LES NOUVELLES | 22 MARS 2024

Conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), aux conventions internationales et à la Constitution malgache, l'emploi est un droit fondamental pour chaque individu ayant atteint l'âge légal de travailler sans discrimination de sexe, d'apparence, de religion, d'opinion, d'origine, de parenté, de fortune, de conviction politique ou d'appartenance à une organisation syndicale. L'emploi constitue un axe à travers lequel la population contribue à la création de richesse nationale. Par conséquent, le Ministère de la Fonction publique, du travail et des lois Sociales (MFPTLS) en collaboration avec ses différents partenaires, ont élaboré le document cadre de la politique nationale de l'emploi, élément essentiel dans la croissance économique, la réduction de la pauvreté, et l'amélioration des conditions de vie de la population à Madagascar. En effet, suite à un long processus, le parlement l'a adoptée par la loi n°004/2005 du 10 mai 2005 portant PNE. Cette politique nationale de l'emploi poursuit, d'abord, des objectifs généraux, en particulier de renforcer le partenariat entre l'État, les investisseurs et les travailleurs en matière de promotion du travail et de la formation professionnelle. A noter que cette aspiration coïncide avec l'objectif du développement humain rapide et durable, de procurer à tous les acteurs, notamment les décideurs et les parties prenantes, des dispositifs appropriés à sa réalisation et aussi de donner les grandes lignes d'orientation pour une meilleure intégration du volet emploi ainsi que de servir le cheminement d'intégration de Madagascar dans le concert des communautés régionales et internationales sur le sujet. Des objectifs spécifiques découlent de ces objectifs généraux. Il faut mettre en place un environnement propice aux investissements et à la croissance et un cadre réglementaire sécurisant pour toutes les parties prenantes. En fait, il s'agit d'instaurer un environnement macro-économique favorable à l'investissement productif et à la création d'entreprises performantes, d'instaurer un climat de sécurité des personnes, des affaires et des biens afin de mettre en confiance les opérateurs économiques. Il est, aussi, primordial d'appuyer le secteur privé, acteur principal de la réduction du chômage, en adoptant des mesures incitatives à la création d'emplois. Plus précisément, de soutenir les entreprises déjà existantes par des mesures incitatives et/ou des mesures d'accompagnement, particulièrement d'accorder des financements pour favoriser les créations de postes. Il est urgent d'instaurer un système d'éducation et de formation professionnelle adapté et performant, en vue de favoriser l'insertion professionnelle de la population active après avoir reçu cette formation. En d'autres termes, il s'agit d'adapter l'offre de formation aux réalités du milieu pour être en adéquation avec le contexte local et les débouchés. Autre priorité, la nécessité de soutenir les activités génératrices de travail, d'auto-emploi ainsi que les micros, petits et moyennes entreprises par l'accès au crédit, aux marchés structurés et aux services d'appui technique. Personne ne doit être laissé pour compte. Ainsi, l'accès des groupes sensibles (jeunes, femmes,...) au marché de l'emploi sera atteint en favorisant l'accès de crédit en faveur des femmes et en tenant compte de la politique nationale de la jeunesse pour combattre le chômage, la pauvreté

et la vulnérabilité. Enfin, des règles du marché du travail en faveur de la compétitivité et protectrices des droits des travailleurs doivent s'inscrire dans le dispositif. Les conditions de réussite de la politique nationale de l'emploi Pour atteindre ces ambitions, diverses conditions devront être respectées comme la mise en place d'un système de financement de cette politique, puisque cette politique engendre des coûts. Donc implique des mécanismes de suivi et d'évaluation afin d'en mesurer l'évolution et l'impact. La pratique d'une veille sur les textes législatifs et réglementaires, compte tenu de l'évolution du marché de travail face à la mondialisation complète ce dispositif. La mise en œuvre de cette politique nécessite une implication forte de l'Etat et des parties prenantes. Les Pouvoirs Publics jouent un rôle de facilitateur dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi à Madagascar : il doit assumer ses responsabilités dans l'application de la loi, l'harmonisation de la législation de la législation nationale de travail avec les conventions internationales et les politiques nationales et l'intégration du concept d'emploi décent comme objectif d'action. Ensuite, l'Etat doit se porter garant des mesures d'accompagnement de l'évolution du marché de travail, mettre en œuvre des mesures pour faire évoluer les systèmes de rémunération et des méthodes pour l'évaluation objective des postes sur la base des travaux qu'ils comportent. La puissance publique se doit, aussi, de prendre en compte la réduction des écarts entre hommes et femmes en matière d'accès aux emplois, de qualité de travail et de rémunération. Cela passe par la mise en place des politiques spécifiques telles que : la prise en compte de l'aspect genre, l'identification des mesures sur les disparités observées en matière de revenus et des mesures pour accroître la présence des femmes dans la formation professionnelle. Pour le traitement des groupes vulnérables, l'Etat facilite l'accès des groupes sensibles au marché de l'emploi. Des programmes existent en faveur de ces groupes sensibles et d'un cadre favorable à une éducation permanente et intégrée face à la rupture de la scolarisation des filles-mères. La principale partie prenante dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi est l'Organisation internationale du travail ou OIT, puisqu'elle possède une grande expertise pour combattre la discrimination et dispose d'expertise dans ses services consultatifs. Dans le cadre de la politique nationale du travail à Madagascar, l'OIT a apporté une assistance technique pour l'élaboration des politiques de l'emploi et des méthodes d'évaluation des postes. Ensuite, elle a mis en place des points focaux pour confronter les expériences et les pratiques. En outre, elle a produit des données sur les coûts et avantages des mesures destinées à favoriser l'égalité salariale sur la base d'une étude de l'évolution et des causes des inégalités de rémunération fondées sur le sexe. En dehors de l'OIT, les organisations nationales des travailleurs et d'employeurs sont aussi impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi à Madagascar. Dans un premier temps, les syndicats représentatifs des salariés ont présenté les intérêts d'une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse et d'une composition cosmopolite.